



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.191/L.4
16 mai 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés
Bruxelles (Belgique), 14-20 mai 2001

Session thématique interactive

**DÉVELOPPER LES CAPACITÉS PRODUCTIVES : LE SECTEUR AGRICOLE
ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Résumé établi par le secrétariat de la Conférence

Introduction

1. Les débats de cette session thématique ont été enrichis par des analyses de la FAO portant sur les problèmes et perspectives en ce qui concerne le renforcement des capacités de production des PMA dans le secteur agricole, ainsi que sur les liens entre le développement agricole, la sécurité alimentaire, le développement rural et l'atténuation de la pauvreté. L'agriculture est le pilier de l'économie des PMA : c'est d'elle que dépendent leur sécurité alimentaire et leur croissance. Or ce secteur demeure en grande partie sous-développé. L'augmentation de la production agricole de l'ensemble des PMA s'est ralentie durant les années 90 et la part de ces pays dans les exportations mondiales de produits agricoles est tombée à 1 % seulement. Ces piètres résultats ne font qu'aggraver le problème de la faim et de la malnutrition. Le nombre de personnes sous-alimentées dans les PMA a presque doublé au cours des trois dernières décennies, passant de 116 à 235 millions.

Questions intéressant le secteur agricole et mesures souhaitables

2. Pour que l'agriculture contribue à la réduction de la pauvreté, il faut absolument accroître la compétitivité et la productivité dans ce secteur. Pendant la réunion, on a rappelé que, pour être compétitif sur les marchés d'exportation, il fallait généralement être d'abord compétitif sur le marché intérieur, ce qui n'était pas sans poser de problèmes aux PMA qui s'efforçaient de supprimer les obstacles à l'importation. Pour améliorer la productivité agricole, il fallait s'employer activement à développer l'infrastructure matérielle, à réduire les nombreux coûts de transaction, à assurer aux producteurs les services nécessaires, y compris le crédit agricole, à faire des recherches et accomplir des progrès techniques, à aider les agriculteurs grâce à des services de vulgarisation et de contrôle de la qualité, ainsi qu'à mettre en valeur les ressources humaines par des activités de sensibilisation et de formation. L'importance de la contribution des femmes au développement agricole a été également soulignée à plusieurs reprises pendant la session.

Le cadre politique

3. C'est d'abord aux PMA eux-mêmes qu'il incombe de lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire. Ces pays doivent prendre un train de mesures cohérentes pour favoriser le développement rural, en s'assurant le concours des collectivités locales et en particulier des femmes. Plusieurs participants ont beaucoup insisté sur la nécessité d'adopter une politique nationale de développement agricole. Ils ont fait observer que, dans les documents sur les stratégies de réduction de la pauvreté, on ne mettait pas suffisamment l'accent sur l'importance de la stratégie agricole. D'autres participants étaient d'avis que l'absence de véritable politique agricole dans les PMA africains était due à une libéralisation économique imposée qui ne s'était pas accompagnée d'un ajustement structurel des capacités de production, contrairement aux intentions déclarées.

4. On a souligné que des réformes agraires apparaissaient nécessaires dans plusieurs PMA où il était en général difficile aux agriculteurs, en particulier aux petits exploitants, d'acquérir des terres et de faire reconnaître leurs droits. Pour tous les aspects des décisions concernant le développement agricole, la coopération entre les autorités publiques et le secteur privé est hautement souhaitable, comme l'ont fait valoir des représentants de la société civile.

Le cadre institutionnel

5. Plusieurs participants ont souligné qu'il était extrêmement important que les pays disposent d'une infrastructure adéquate et qu'il fallait leur fournir une aide extérieure dans ce domaine.

Une attention particulière a été prêtée au cas de plusieurs PMA sans littoral qui se heurtent à de graves problèmes de compétitivité en raison de leur éloignement des routes maritimes.

L'instauration de conditions propices aux entreprises s'impose également pour créer un secteur agricole moderne. À cet égard, certains estimaient qu'il était essentiel de mettre en place une infrastructure appropriée pour améliorer l'efficacité de l'économie rurale en général.

6. Un grand nombre de PMA doivent s'employer à améliorer et préserver la qualité de la production agricole. Les PMA ont été vivement encouragés à participer à l'élaboration de normes internationales. Plusieurs intervenants pensaient qu'il était préférable que les pays s'attachent à produire des produits agricoles compétitifs qui répondent aux normes internationales de qualité, plutôt qu'à conserver un accès préférentiel aux marchés, ce qui n'encourageait guère l'adoption de pratiques agricoles compétitives.

7. Plusieurs participants ont souligné que la recherche et l'accès à des techniques appropriées étaient importants pour améliorer la spécialisation et la qualité de la production. On a fait observer que la plupart des techniques agricoles dont avaient besoin les PMA étaient abordables et écologiques. Au fil du débat, il est apparu que la baisse sensible des dépenses de recherche agricole au cours des 20 dernières années dans les PMA était un des principaux facteurs expliquant les mauvais résultats affichés par de nombreux PMA en ce qui concerne la productivité et la diversification agricoles. Les travaux de recherche menés par le secteur privé peuvent être très précieux pour ceux qui ont les moyens d'y avoir accès, mais les agriculteurs des PMA ne sont pas toujours en mesure d'en profiter. Il faut donc que le secteur public finance la recherche dans ces pays, avec un appui international. Un participant a rappelé que toutes les expériences réussies de développement agricole (par exemple, en Inde, en Chine, au Brésil, etc.) avaient été rendues possibles grâce à des investissements à long terme dans la technologie agricole. Le bel exemple de développement agricole du Mozambique était dû en grande partie à des efforts remarquables en matière de recherche, d'amélioration du réseau routier et de commercialisation.

Ressources humaines et capacités institutionnelles

8. On a souligné qu'il fallait renforcer les ressources humaines dans le secteur agricole et former des personnes en vue des négociations internationales. Les participants ont en particulier recommandé l'octroi d'un appui extérieur aux PMA pour renforcer les compétences des agents de vulgarisation et accroître l'efficacité des services dans ce domaine. Le sida non seulement causait d'importantes pertes de productivité dans le secteur agricole, mais aussi empêchait la transmission du savoir de parents à enfants.

Soutien international du développement agricole des PMA

9. L'aide internationale affectée au secteur agricole des PMA a baissé au fil des années, et s'est notamment réduite de 20 % au cours des années 90. Tous les participants se sont accordés à reconnaître qu'il fallait inverser cette tendance, pour que le développement agricole bénéficie d'un soutien extérieur à la mesure de son importance cruciale. À cet effet, il est nécessaire d'augmenter d'au moins 20 % le financement extérieur destiné au secteur agricole et provenant de sources bilatérales et multilatérales, afin de renforcer les capacités de production et d'améliorer la sécurité alimentaire. Les participants ont également indiqué qu'il était souhaitable de rétablir les niveaux de l'aide publique au développement en termes réels. Ils ont pris acte des efforts accomplis dans le cadre du Fonds africain de développement, dont 60 % des ressources ont été orientés vers le développement rural ces dernières années (28 % ont été affectés à des projets agricoles). Cependant, une ferme volonté de la part des PMA de mettre en œuvre leurs politiques de développement agricole est un facteur crucial de leur succès.

10. La FAO continue de mener des activités de terrain très diverses dans les PMA. Au cours de la période 1992-2000, 31 % de son assistance sur le terrain ont été consacrés aux PMA. Cette organisation a proposé la création d'un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions bilatérales et multilatérales, afin d'améliorer les capacités des PMA en matière de sécurité sanitaire et d'assurance qualité des aliments, ainsi que leur aptitude à s'adapter et à se conformer aux prescriptions internationales en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments. Elle a également proposé d'accroître la participation des PMA aux activités d'organismes internationaux de normalisation tels que la Commission du Codex Alimentarius.

La FAO a saisi l'occasion pour annoncer aux participants la tenue du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, en novembre 2001.

11. Il a été proposé que des équipes spéciales interorganisations élaborent des projets nationaux et régionaux dans le domaine du développement agricole. Ces projets pourraient porter sur la mise en valeur des terres, la gestion de l'eau, la recherche, la lutte contre les maladies des animaux d'élevage et le renforcement des institutions en matière de crédit, de commercialisation et d'emploi non agricole.

12. L'Agence internationale de l'énergie atomique a mentionné un programme, soutenu par le Fonds commun pour les produits de base, visant à éradiquer la mouche tsé-tsé, qui représente un grave problème pour le développement ou la poursuite de l'agriculture dans de vastes zones d'Afrique.
